

Paris, 14 mai 2013

La réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'UMA à Rabat (6 mai) : une certaine impression de routine.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Les Ministres des affaires étrangères du Maghreb se sont réunis à Rabat, le 5 mai. Cette rencontre, la 31^{ème} du genre, constitue certes une indication positive sur la poursuite du dialogue intra maghrébin ; elle n'en donne pas moins une impression de routine, avec la répétition des pétitions de principe sur la volonté d'intégration, la nécessité d'établir un système de libre circulation des hommes et des marchandises et la création de la banque d'investissement. La précédente réunion s'était tenue à l'hiver 2012, la prochaine est prévue pour 2014, en Libye ; le cycle des réunions se poursuit donc.

L'actualité au Maghreb interdit les avancées conceptuelles, mais elle marque aussi fortement l'agenda en plaçant les questions de sécurité au premier rang, qu'il s'agisse de questions relevant des relations entre pays du Maghreb eux-mêmes ou plus largement de la recherche d'une unité d'approche face à la situation dans la région sahélienne. Sous cet angle les Ministres auront confirmé la priorité du dossier dans leur dialogue. C'est important car cela n'a pas toujours été le cas, mais la situation qui s'est développée au sud du Maghreb impose de mettre de côté autant que possible les divergences.

L'examen de la situation au Mali a aussi pour conséquence pour les pays de l'UMA de se présenter comme un partenaire de dialogue avec les pays africain, ce qui contribue également à renforcer le profil de l'UMA.

Les discussions sur la réorganisation de l'UMA ne semblent pas avoir progressé ; pourtant c'est un secteur central et une évolution serait indispensable notamment pour dynamiser un Secrétariat général peu actif. M. Medelci a toutefois indiqué la disponibilité de l'Algérie d'organiser d'ici la fin de l'année une rencontre d'experts pour examiner les modalités nécessaires à la mise en place de l'intégration économique.

Une décision des Ministres retient l'attention : celle qui consiste à organiser la consultation entre les ambassadeurs maghrébins à Bruxelles. Cette proposition technique peut paraître modeste, mais c'est une indication du changement d'esprit dans la relation entre les gouvernements. Si les représentants maghrébins reçoivent effectivement pour instruction de jouer le jeu de la concertation dans la relation avec la Commission Européenne, une nouvelle culture pourrait se développer permettant de dépasser les approches strictement bilatérales avec les Européens.

La réunion des Ministres des affaires étrangères constitue surtout un baromètre des relations intra-maghrébines. A cet égard il est intéressant de remarquer qu'une déclaration aussi intempestive que maladroite de la part du secrétaire général de l'Istiqlal, M. Hamid Chabat, n'a pas réussi à envenimer les choses entre Rabat et Alger, ce qui aurait été le cas naguère encore. Elle a simplement donné à M. Medelci l'occasion de rappeler devant les journalistes que la question du tracé de la frontière entre l'Algérie et le Maroc était définitivement réglée, que la réouverture de la frontière terrestre est une affaire strictement bilatérale et que la question du Sahara Occidental relève exclusivement d'un accord aux Nations Unies. Tout ceci sans susciter de réactions de la part de Rabat.

D'autres rencontres de niveau ministériel pourraient se tenir au cours de 2013 : Jeunesse et Sports à Tunis, et Affaires juridiques et judiciaires, à Tripoli. En revanche, il n'est guère question de préparer une nouvelle réunion du Sommet, comme l'avait envisagé de manière aussi prématurée qu'insistante le président tunisien l'an dernier. L'agenda sécuritaire a bien progressé ; Alger en avait fait une condition d'une véritable reprise des travaux mais c'est encore insuffisant : il paraît en effet difficile

de réunir les Chefs d'Etat en mettant de côté la réouverture de la frontière entre le Maroc et l'Algérie, ce qui suppose que des progrès aient été réalisés sur le dossier du Sahara Occidental.

Les mois qui viennent permettront de voir si les réunions sectorielles annoncées peuvent déboucher sur des résultats concrets. Le premier résultat sur le plan international de la réunion de Rabat consiste à montrer la volonté des pays de l'UMA de s'engager dans un processus d'intégration comme le souhaitent les partenaires du Maghreb.

Michel Roche